

Questions orales

M. Henderson: Je demanderais au ministre d'exprimer très clairement ses intentions. Après s'être vanté en Colombie-Britannique de ce qu'il allait faire et du pouvoir qu'il possède, qu'il dise maintenant aux employés de nos usines de transformation quelles mesures il va prendre si la décision est maintenue.

M. le Président: J'ai écouté attentivement les questions que le député d'Oshawa et celui d'Egmont ont posées. Celles-ci me semblent fort hypothétiques. Le ministre peut évidemment y répondre, s'il le souhaite.

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Hommes de peu de foi, monsieur le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: Il a peu de foi, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: Rien de ce que j'ai dit à la Chambre n'est contraire à ce que d'autres membres du gouvernement et moi avons affirmé en Colombie-Britannique ou ailleurs au Canada ces derniers jours.

De nombreux membres du GATT se servent des contrôles des exportations pour garantir des approvisionnements suffisants en matières brutes à leurs propres industries. Je dirais même que des pays représentés au sein de ce groupe spécial du GATT contrôlent ainsi leurs exportations. Il s'agit d'une recommandation du groupe spécial qui sera probablement rejetée par le conseil du GATT dont nous sommes membre et où nous nous y opposerons.

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, les assurances du ministre ressemblent dangereusement à celles dont on nous a rebattu les oreilles dans l'affaire du bois d'oeuvre, et nous avons vu comment les choses ont tourné. Tout au long des pourparlers entre le Canada et les États-Unis sur le commerce . . .

M. Crosbie: Appuyez-vous le GATT ou non?

M. Manly: . . . les Américains ont revendiqué une part toujours plus grande de nos ressources en en appelant au GATT contre nos restrictions à l'exportation.

Pourquoi l'appel des États-Unis au GATT n'a-t-il pas fait partie des négociations commerciales pendant qu'elles se déroulaient? Pourquoi n'avons-nous pas fait résoudre la question pendant que nous traitions face à face avec les Américains?

M. Clark (Yellowhead): Retirons-nous de l'OTAN; retirons-nous de NORAD; retirons-nous du GATT!

Des voix: Oh, oh!

M. Blackburn (Brant): Quand partez-vous pour l'Amérique centrale?

M. Shields: Élisez Shirley Carr. Vous avez besoin d'elle.

M. le Président: Je prie les collègues de la ministre d'avoir l'obligeance de se taire pour qu'elle puisse répondre.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, pour ce qui est des inquiétudes du député au sujet du bois d'oeuvre, je me permets de rappeler à la Chambre que la production et les bénéfices ont atteint des niveaux records dans l'industrie cette année et que les provinces possédant cette richesse naturelle ont bénéficié de remboursements. Je puis assurer le député qu'il n'a pas à s'inquiéter à cet égard.

• (1440)

Je signale à nouveau à la Chambre que les mesures prises auprès du GATT sur cette question et d'autres n'ont rien à voir avec l'Accord sur le libre-échange. Par exemple, durant la période où les États-Unis prenaient ces mesures à l'égard du Canada, nous prenions des mesures à leur endroit en raison des droits d'utilisation qu'ils imposent aux douanes. Ici encore, il s'agit d'une démarche distincte de l'Accord de libre-échange.

Vous vous souviendrez sans difficulté, monsieur le Président, que les partis d'opposition ont manifesté une grande confiance à l'égard du processus du GATT. Ils nous ont souvent répété de laisser tomber les ententes bilatérales et de ne nous intéresser qu'au GATT. Puis, maintenant, ils ne sont pas satisfaits du résultat.

LES RÉPERCUSSIONS D'UNE DÉCISION ÉVENTUELLE DU GATT SUR LES EMPLOIS AU CANADA

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, je vais adresser ma question supplémentaire au ministre des Pêches et des Océans. Nous avons reçu du ministre de vagues assurances qu'il tente d'ailleurs constamment d'esquiver et selon lesquelles aucun emploi ne serait perdu. Entretemps, on laisse dans l'ignorance des milliers de travailleurs des pêcheries. Ils n'ont pas pris connaissance des détails d'une décision du GATT qui les concerne. Personne au Canada n'a vu le texte définitif de l'accord commercial avec les États-Unis.

Le ministre peut-il nous dire précisément ce qu'il va faire pour garantir que ces emplois ne seront pas perdus au lieu de se limiter à de vagues promesses?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je préférerais répondre en donnant un exemple. Nous avons précisément créé plus d'un million de nouveaux emplois au Canada . . .

Des voix: Bravo!

M. Siddon: . . . et notamment plus de 100 000 nouveaux emplois en Colombie-Britannique et j'évoque cet exemple en demandant au député d'être un peu patient. Nous visons à créer des emplois supplémentaires non pas en faisant des Canadiens des scieurs de bois et des porteurs d'eau mais en ajoutant de la valeur à toutes nos richesses naturelles. Voilà le sens de l'engagement que nous avons pris à ce chapitre.